

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Consultation 24S0090 - Prestations de transports sanitaires terrestres pour  
le compte du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey**

---

**Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey**  
4, Rue Capitaine Drillien  
71100 CHALON-SUR-SAONE

## SOMMAIRE

I - Identification des parties .....	4
I.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
I.2 - Titulaire.....	4
2 - Dispositions générales du contrat.....	4
2.1 - Objet du contrat.....	4
2.2 - Décomposition du contrat.....	4
2.3 - Type d'accord-cadre.....	4
2.4 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2.4 - Modification du marché.....	4
2.5 - Sous-traitance .....	5
3 - Durée de l'accord-cadre .....	5
3.1 - Durée du contrat.....	5
3.2 - Reconduction.....	5
4 - Exécution des bons de commande.....	5
4.1 - Emission des bons de commande.....	5
4.2 - Délais d'exécution .....	6
4.3 - Suivi de l'exécution du marché.....	6
4.4 - Contrôle de l'exécution du marché.....	6
5 - Pièces contractuelles .....	7
6 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
7 - Protection des données à caractère personnel .....	7
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
8.2 - Détermination des prix .....	8
8.3 - Taux de remise et de majoration.....	8
8.4 - Evolution des prix.....	8
9 - Garanties Financières .....	9
10 - Avance .....	9
10.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
11 - Modalités de règlement des comptes .....	9
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
11.2 Mode de règlement.....	9
11.3 - Présentation des demandes de paiement.....	10
11.4 - Délai global de paiement .....	11
11.5 - Nantissement / Cession de créance.....	11
11.6 - Paiement des cotraitants .....	11
11.7 - Paiement des sous-traitants.....	11
12 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
13.1 - Vérifications .....	12
13.2 - Décision après vérification .....	12
14 - Reprise du personnel .....	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
16 - Pénalités.....	13
16.1 - Pénalités de retard.....	13
16.2 - Pénalités pour utilisation de produits appartenant au pouvoir adjudicateur.....	13
16.3 - Pénalités pour absence de tenue professionnelle .....	13

16.4 - Pénalités pour manque de propreté d'un véhicule .....	13
16.5 - Pénalités pour absence aux réunions .....	14
16.6 - Pénalité pour travail dissimulé.....	14
Article 17 - Exécution aux frais et risques .....	14
Article 18 - Continuité du service.....	14
19 - Assurances.....	14
20 - Résiliation du contrat .....	14
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	14
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
21 - Règlement des litiges et langues.....	15
22 - Dérogations.....	15

# **I - Identification des parties**

## **I.1 - Pouvoir adjudicateur**

Le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Chalon sur Saône - William Morey.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier Chalon-sur-Saône - William Morey
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

## **I.2 - Titulaire**

Le terme « titulaire » est employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

# **2 - Dispositions générales du contrat**

## **2.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de transports sanitaires terrestres pour le compte du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'adhérent du groupement de commandes.

## **2.2 - Décomposition du contrat**

Les prestations ne sont pas alloties.

## **2.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Les montants maximums sont indiqués à l'article "prix" de l'acte d'engagement.

## **2.4 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2.4 - Modification du marché**

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **2.5 - Sous-traitance**

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

## **3 - Durée de l'accord-cadre**

### **3.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant de sa date de notification au 31 juillet 2025.

### **3.2 - Reconduction**

Au-delà de la période ferme, l'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2, d'une durée de 12 mois chacune. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra pas excéder le 31 juillet 2027.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **4 - Exécution des bons de commande**

### **4.1 - Emission des bons de commande**

Le présent accord-cadre d'exécute au moyen de bons de commande prenant la forme de prescriptions médicales de transport.

Ces bons de commande sont établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax, par courriel ou par une plateforme dématérialisée.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande
- la date et le numéro du bon de commande

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, lorsque que le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

## **4.2 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

## **4.3 - Suivi de l'exécution du marché**

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au titulaire la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut en aucune manière se soustraire à cette obligation.

Le titulaire doit, tous les mois, transmettre au pouvoir adjudicateur un relevé mensuel des transports effectués par ses soins comportant au moins les informations suivantes :

- Date du transport
- Nom du/des patients transportés
- Nom du service demandeur
- Destination (nom du service, etc.)
- Numéro de la facture
- Heure et lieu de départ
- Heure et lieu d'arrivée
- Nombre de km parcourus
- Type de transport (jour/nuit/dimanche/jours férié)
- Type de véhicule (ambulance, VSL ou taxi)
- Transport groupé (si oui indiquer le nombre de patients)
- Éléments de majoration et temps d'attente
- Coût total HT et TTC

Le titulaire doit communiquer le relevé mensuel des transports du mois N au pouvoir adjudicateur avant le 5 du mois N+1.

Le pouvoir adjudicateur peut également demander, à tout moment, au titulaire la communication d'autres informations utiles (données relatives au personnel à reprendre, etc.) notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut en aucune manière se soustraire à cette obligation.

Dans l'éventualité de la mise en place d'un logiciel de commande de transport dématérialisé, le pouvoir adjudicateur pourra demander à ce que ces informations ne soient plus systématiquement envoyées.

## **4.4 - Contrôle de l'exécution du marché**

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution des prestations prévues au marché.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur peut par conséquent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les prestations sont réalisées dans le respect :

- De ses obligations contractuelles
- De ses obligations légalement ou réglementaires

Le pouvoir adjudicateur s'engage, dans la mesure du possible, à informer par écrit le titulaire de son intention de procéder à un contrôle (vérifications, audits, etc.) 15 jours avant de les diligenter.

## 5 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.I du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants éventuels, postérieurs à la notification du marché, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi

### PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

### CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

## 6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.I du CCAG-FCS.

Le personnel du titulaire chargé d'assurer le transport des patients est soumis à l'obligation du secret professionnel conformément à l'article L1110-4 du Code de la santé publique.

Aussi, le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

## 7 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement qui indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants éventuels.

## 8.2 - Détermination des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix figurant dans l'annexe financière sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les taux de remise / majoration figurant dans l'acte d'engagement sont établis en tenant compte de :

- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le CCAP et dans le CCTP
- Les frais de fonctionnement (carburant, oxygène, renouvellement des équipements, etc.)
- Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information, etc.)
- Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations (gestion administrative, assurances, etc.)
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Les taux de remise / majoration sont appliqués :

- Aux tarifs réglementés mentionnés dans la convention nationale des transporteurs sanitaires privés prévue à l'article L.322-5-2 du Code de la sécurité sociale fixant les tarifs des transports
- Aux tarifs définis par le nouvel arrêté préfectoral portant approbation des tarifs maximums applicables aux transports de voyageurs par taxi pour la Saône et Loire

Les frais de péage nécessaires aux transports des patients peuvent, sur justificatif, être facturés en sus des prix des prestations. Les taux de remise ne s'appliquent pas aux frais de péage.

Aucun frais supplémentaire non défini par la convention nationale des transporteurs sanitaires privés prévue à l'article L.322-5-2 du Code de la sécurité sociale ou par l'arrêté préfectoral portant approbation des tarifs maximums applicables aux transports de voyageurs par taxi pour la Saône-et-Loire ne peut être facturé.

## 8.3 - Taux de remise et de majoration

Les différents taux de remise / majoration proposés par le titulaire dans l'annexe financière s'appliquent pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises.

## 8.4 - Evolution des prix

Les prix sont révisés sur proposition du titulaire et dans les limites des hausses accordées dans le cadre des arrêtés relatifs aux tarifs des transports sanitaires effectués par des ambulances privées agréées.

Les nouveaux prix applicables sont soit :

- Les tarifs de base augmentés ou diminués du pourcentage résultant de l'évolution des prix fixé par avenant à l'annexe tarifaire à la convention concernant la profession des transporteurs sanitaires
- Les tarifs définis par le nouvel arrêté préfectoral portant approbation des tarifs maximums applicables aux transports de voyageurs par taxi pour la Saône et Loire

La révision des prix prend effet à la date prévue par :

- Le texte modifiant les tarifs de la convention nationale des transporteurs sanitaires privés
- Le texte modifiant les tarifs maximums applicables aux transports de voyageurs par taxi pour la Saône et Loire

Les révisions de prix doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey  
Cellule marchés  
4, Rue Capitaine Drillien - CS 80120  
71321 CHALON SUR SAONE Cedex

Ou en cas de recommandé électronique (type Letreco ») : [cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:cellule.marches@ch-chalon71.fr)



## **9 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **10 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS.

### **10.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du même Code. Ce montant est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

### **10.2 - Garanties financières de l'avance**

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

## **11 - Modalités de règlement des comptes**

### **11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **11.2 Mode de règlement**

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

## **I 1.3 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse de l'adhérent du groupement de commandes (débitaire)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et l'heure du bon de commande
- Le type de demande (transport programmé ou transport non programmé)
- Le moyen de transport (ambulance, vsl ou taxi)
- Le numéro d'immatriculation du véhicule utilisée et l'identification de l'équipage / conducteur
- La nature du transport (aller ou aller/retour)
- L'identification du patient ou des patients transportés
- La date, l'heure et le lieu de départ
- La date, l'heure et le lieu d'arrivée
- Le nombre de kilomètres parcourus
- Le temps d'attente
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- Le montant hors TVA des prestations exécutées sans remises et majorations
- Le montant des prestations accessoires (tickets de péage d'autoroute, etc.)
- Le(s) taux de remise
- Le(s) taux de majoration
- Le montant hors TVA des prestations exécutées avec remises et majorations
- Le montant hors TVA des prestations accessoires avec remises et majorations
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établi une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement de commandes.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

SIRET	Code Chorus
267 100 766 00109	SASERV

## **I 1.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro.

## **I 1.5 - Nantissement / Cession de créance**

Conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-53 et R.2191-58 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

## **I 1.6 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **I 1.7 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **I 2 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

### Adresse d'exécution

L'adresse d'exécution des prestations est indiquée sur chaque bon de transport.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, et dans un délai de 10 jours.

## **I3 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **I3.1 - Vérifications**

#### Vérification quantitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement exécutées.

#### Vérification qualitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le patient.

### **I3.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **I4 - Reprise du personnel**

Le titulaire est, conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, tenu de reprendre le personnel de l'ancien titulaire qui assurait précédemment les prestations.

Le titulaire doit donc se rapprocher de l'ancien titulaire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

Le pouvoir adjudicateur dégage toutes responsabilités dans le cas où les informations communiquées par l'ancien titulaire sur la masse salariale pouvant faire l'objet d'un transfert seraient fausses.

## **I5 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **I 6 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, dès lors que le délai contractuel de livraison des fournitures est expiré, sous réserve des stipulations prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **I 6.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard commencent à courir sous réserve des dispositions prévues à l'article 4.2 du CCAP et à l'article 6.7 du CCTP, lorsque les horaires de transport (départ/arrivée) ne sont pas respectés :

#### **- Transports programmés**

Retard<sup>[1]</sup> ≤ 1h00 : pénalité égale à 10 % du prix réglementé du transport non remisé

Retard<sup>1</sup> > 1h00 et ≤ 2h00 : pénalité égale à 20 % du prix réglementé du transport non remisé

Retard<sup>1</sup> > 2h00 : pénalité égale à 30 % du prix réglementé du transport non remisé

Incapacité de prise en charge après acceptation de la demande d'intervention<sup>1</sup> : pénalité égale à 30 % du prix réglementé du transport non remisé

#### **- Transports non programmés**

Retard<sup>[2]</sup> ≤ 1h00 : pénalité égale à 10 % du prix réglementé du transport non remisé

Retard<sup>2</sup> > 1h00 et ≤ 2h00 : pénalité égale à 20 % du prix réglementé du transport non remisé

Retard<sup>2</sup> > 2h00 : pénalité égale à 30 % du prix réglementé du transport non remisé

Incapacité de prise en charge après acceptation de la demande d'intervention<sup>2</sup> : pénalité égale à 20 % du prix réglementé du transport non remisé

### **I 6.2 - Pénalités pour utilisation de produits appartenant au pouvoir adjudicateur**

Le titulaire encourt, à chaque fois qu'il emprunte des produits (drap, oreiller, couverture, matériel médical et fournitures médicales) appartenant au pouvoir adjudicateur, une pénalité forfaitaire de 25 euros.

### **I 6.3 - Pénalités pour absence de tenue professionnelle**

Le titulaire encourt, à chaque fois qu'un de ses agents n'est pas vêtu d'une tenue professionnelle, une pénalité forfaitaire de 50 euros.

### **I 6.4 - Pénalités pour manque de propreté d'un véhicule**

Le titulaire encourt, à chaque fois que le pouvoir adjudicateur constate le manque de propreté d'un de ses véhicules, une pénalité forfaitaire de 100 euros.

---

<sup>[1]</sup> Les retards sont calculés par rapport aux heures définies sur chaque bon de commande (heure de prise en charge au point de départ et/ou heure de dépose au point d'arrivée)

<sup>[2]</sup> Les retards sont calculés par rapport aux heures définies sur chaque bon de commande tenant compte des délais d'ajustement définis à l'article 6.7 du CCTP (heure de prise en charge au point de départ et/ou heure de dépose au point d'arrivée )

## **I 6.5 - Pénalités pour absence aux réunions**

Le titulaire encourt en cas d'absence de son ou de ses représentant(s) aux réunions auxquelles ils sont convoqués, une pénalité forfaitaire de 100 euros.

## **I 6.6 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article I 7 - Exécution aux frais et risques**

En cas de :

- Retard supérieur ou égal à 60 mn par rapport aux délais de prise en charge définis à l'article 6.7 du CCTP
- Refus ou incapacité à assurer le transport dans les délais prescrits à l'article 6.7 du CCTP

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de le faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

## **Article I 8 - Continuité du service**

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité des prestations y compris en cas de grève de son personnel.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne pourrait pas, en raison d'un mouvement de grève de son personnel, assurer les prestations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter par un tiers et à ses frais et risques en l'absence de cas de force majeure reconnus par les juridictions administratives.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne peuvent être avancés comme justifiant la suspension, même temporaire, des prestations prévues au marché.

## **I 9 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de l'adhérent du groupement de commandes et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché.

## **20 - Résiliation du contrat**

### **20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire ou dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité de mettre à disposition un hébergement dont la réservation a été confirmée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire.

## **20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **21 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **22 - Dérogations**

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8.3 du CCAP déroge aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services